



Paris, le 10 septembre 2015,

Cher-e ami-e,

La réforme territoriale a été adoptée. Souvent réclamée, jamais commencée, il est remarquable qu'elle fut au final adoptée par un compromis entre les deux assemblées.

Remarquable parce que chacun sait que le clivage partisan poussé à l'extrême ne permet pas de traiter sereinement et durablement de la réforme des collectivités locales.

Chacun sait que l'intérêt général nécessite compromis, dialogue et apaisement.

Chacun sait que plus on politise les associations d'élus, moins on trouve les chemins pour surmonter les difficultés.

Chacun sait que le gouvernement est engagé dans un important effort de réduction des déficits.

Nul ne peut penser que les collectivités locales puissent en être exemptées. D'ailleurs, les collectivités l'accompagnent et y participent depuis plusieurs années, en rationalisant, en mutualisant.

Face aux inquiétudes des élus locaux concernant les finances locales, le Premier ministre a apporté des réponses en confirmant la création d'un fonds doté d'un milliard d'euros pour soutenir l'investissement public local, l'élargissement des dépenses éligibles au fonds de compensation de la TVA pour prendre notamment en considération les dépenses d'entretien du patrimoine, ou encore l'affectation dès 2017 de 50% du produit de la CVAE aux régions, afin qu'elles puissent exercer efficacement leurs nouvelles compétences.

De plus, le travail de simplification des normes pour les communes et les intercommunalités se poursuit, tout comme la réforme de la dotation globale de fonctionnement du bloc local qui sera examinée dans le cadre du projet de loi de finances.

Les élus socialistes, réunis au sein de la FNESR, demandent depuis longtemps la remise à plat de la dotation globale de fonctionnement, devenue trop complexe dans son calcul, trop opaque dans sa compréhension, trop injuste dans sa répartition. Sa réforme, comme les efforts très importants

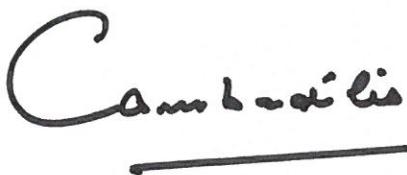
menés pour accentuer la péréquation horizontale par la montée en charge du fonds de péréquation intercommunal, est conforme à nos objectifs collectifs de justice et d'équité territoriales.

Mais pour aller plus loin, il faut pouvoir dialoguer en confiance. Et nous avons quelques inquiétudes en ce domaine. Les récentes déclarations de Monsieur Baroin sur l'accueil des réfugiés ne reflétaient pas les nuances existant au sein de l'AMF.

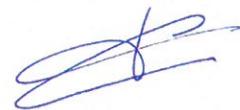
A propos de la journée d'action du 19 septembre, il a fallu que les socialistes s'opposent au sein de l'AMF, à la tentation d'une manifestation, soulignant ainsi qu'à quelques semaines des élections régionales, la ficelle était un peu grosse.

Au vu des avancées du gouvernement intervenant après la décision d'organiser la journée du 19 septembre, et parce que nous refusons la politisation de l'AMF et des associations pluralistes d'élus, politisation qui est une source de complications et un risque demain - ce que nous ne voulons pas - de rupture du cadre unitaire, nous considérons que les conditions d'une action sereine et utile ne sont pas réunies. Ce 19 septembre a fini par apparaître comme une journée de contestation du pouvoir plutôt que de défense des collectivités. Nous ne pouvons nous y retrouver.

Nous continuerons donc à défendre les collectivités par des moyens apaisés et constructifs, dans le dialogue incessant que nous entretenons avec le Gouvernement.



Jean-Christophe CAMBADÉLIS
Premier secrétaire du Parti socialiste



Pierre COHEN
Président de la FNESR